M. Hawkes: ... et nous avons créé des emplois de meilleure qualité. Nous avons proposé 14 privatisations jusqu'à maintenant. Certaines d'entre elles sont terminées et c'est ce qui est arrivé dans chaque cas. Pourtant, on nous ressasse chaque fois le même argument stupide et ridicule.

Le bon sens et la logique veulent que, si on fusionne deux entreprises oeuvrant dans le même domaine, on réduit les coûts de production, c'est-à-dire les frais d'administration, de recherche et de développement . . .

M. Benjamin: C'est de la foutaise. C'est faux.

M. Hawkes: Cela se produit à tout coup. C'est pourquoi il y a tant de fusions dans le secteur privé. Les sociétés veulent réduire leurs frais généraux. Elles intensifient leurs efforts de commercialisation, puisqu'elles ont des représentants qui essaient de vendre leurs produits dans un plus grand nombre de centres. Il y a toujours des compagnies qui fusionnent parce qu'elles forment ensuite une société plus solide qui fait du meilleur travail; en outre, les employés sont plus heureux lorsqu'ils ont des intérêts dans la société. Tous ces éléments positifs font partie de la proposition.

Nous avons une foule de questions importantes à étudier comme le libre-échange, l'avortement, et ainsi de suite, mais le NPD, pour des raisons ridicules, a décidé de nous lancer dans une quatrième journée de débat, en soutenant deux points de vue contradictoires. Le chef du parti dit que le projet de loi devrait être renvoyé à un comité sans tarder, tandis que les députés d'arrière-ban du NPD font de l'obstruction et présentent des motions idiotes pour essayer d'étouffer le projet de loi. Où notre pays s'en va-t-il? Le parti NPD va-t-il faire ce qui est le mieux pour les Canadiens ou va-t-il continuer à se comporter de façon insensée?

M. Waddel: Alors, déclenchez des élections.

M. Hawkes: Que vont-ils faire?

Le président suppléant (M. Paproski): Est-ce là la question?

M. Hawkes: C'est la question. Que vont-ils faire?

M. McCurdy: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je crois que, dans sa crise d'apoplexie, le député doit avoir oublié comment on désigne les partis représentés à la Chambre. Notre parti s'appelle le Nouveau parti démocratique ou le NPD, mais pas le parti NPD. Ce n'est pas un parti parti mais un simple parti politique.

Une voix: Asseyez-vous!

Une voix: Règlement!

Le président suppléant (M. Paproski): J'accorde une minute au député pour répondre à la question.

M. Althouse: Monsieur le Président, si le député de Calgary-Est (M. Hawkes) avait écouté attentivement mon discours, il aurait remarqué que je n'ai pas consacré beaucoup de temps Eldorado Nucléaire Limitée

aux arguments d'ordre idéologique. J'ai présenté des arguments de nature économique. Je suis de la Saskatchewan, je paie des impôts et je suis propriétaire de la SMDC par l'intermédiaire du gouvernement de la Saskatchewan. En tant que contribuable de cette province, je ne vois aucun avantage économique à la prise en charge d'une partie des dettes de cette entreprise. En tant que contribuable canadien, je ne vois pas d'avantages à assumer le reste de la dette.

• (1140)

La Saskatchewan est déjà favorisée, car il y a sur son territoire la majeure partie des concentrés et du minerai d'uranium de bonne qualité. Nous n'avons par particulièrement besoin d'un tel accord. Il permettrait apparemment à la SMDC de prendre des options sur les installations d'Eldorado Nucléaire et de les acheter à très bas prix. Ce que je veux dire, c'est que ce bas prix constitue en fait un problème pour moi en tant que contribuable canadien et contribuable de la Saskatchewan aussi. Je ne vois pas la nécessité de cette transaction.

La Saskatchewan a tous les avantages de l'industrie de l'uranium. Si nous voulons la développer, nous pouvons le faire à notre propre rythme. Nous avons les meilleures mines d'uranium du monde, qui produiront pendant des centaines d'années. Nous en avons le contrôle. A mon avis, la transaction proposée ne présente aucun avantage pour moi comme contribuable canadien ou contribuable de la Saskatchewan.

Je n'ai vu aucune donnée présentée par le gouvernment qui soit de nature à nous persuader, mes collègues, mes voisins ou moi, des mérites de la transaction. Même si le débat a duré assez peu de temps, trois ou quatre jours, on n'a pas encore présenté ces données-là. La motion de mon collègue de Regina-Ouest a pour but d'obtenir ces renseignements du gouvernement. Quel sera l'avantage pour le contribuable canadien et le contribuable de la Saskatchewan?

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, c'est un plaisir d'avoir cette occasion de participer à un débat qui doit se poursuivre, de l'avis de mon parti et de son leader parlementaire. Si la motion présentée par mon collègue a quelque chose de ridicule, c'est qu'elle a provoqué une réaction ridicule et malséante de la part du député de Calgary-Ouest (M. Hawkes).

Le député prétend que ce débat est motivé par des considérations idéologiques. Je tiens à préciser que ce n'est pas le cas de la question de la privatisation. Je veux que le parti ministériel en tienne compte.

M. Hawkes: C'est toujours la même histoire. Aucun bon sens ...

Le président suppléant (M. Paproski): On aura la possibilité de poser des questions et de commenter plus tard.

M. McCurdy: C'est le monde à l'envers parce que ce n'est pas mon parti qui a prétendu que la privatisation était une question d'idéologie, mais le gouvernement.